

Quand il y a perte de niveau de PIB, il y a nécessairement conflit de répartition

Nous pensons que la crise va provoquer une perte irréversible de niveau de produit intérieur brut, aux Etats-Unis, en Europe, au Japon. Le revenu global des pays étant réduit, il est inefficace que se déclenche un conflit de répartition, chaque groupe essayant de ne pas subir les effets de la perte de revenu d'ensemble.

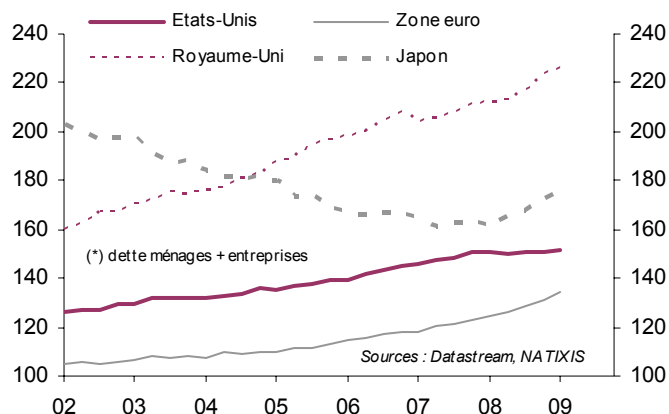
Ce conflit de répartition peut apparaître :

- entre les salariés protégés et peu protégés (jeunes titulaires de contrats temporaires), le chômage affectant surtout les salariés peu protégés ;*
- entre jeunes et vieux, la perte de PIB réduisant les revenus des régimes de retraite par répartition et pouvant être partagée entre une baisse des salaires et une baisse des retraites ;*
- entre salaires et profits, les entreprises essayent de maintenir le rendement du capital malgré la perte de niveau de PIB.*

Perte irréversible du niveau de produit intérieur brut

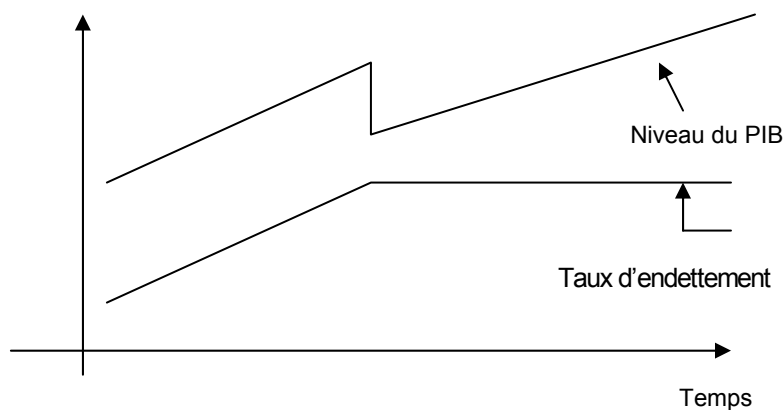
L'argument est le suivant : le taux d'endettement du secteur privé a atteint un niveau maximum, impossible à accroître encore dans beaucoup de pays (graphique 1).

Graphique 1
Dette du secteur privé* (en % du PIB)



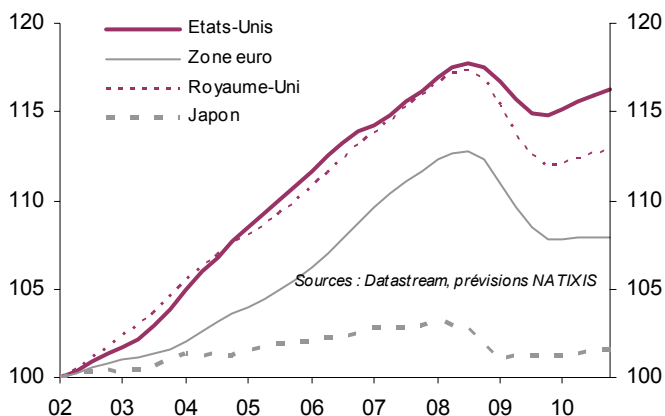
Il y a donc, dans les pays concernés, **une perte définitive de demande, qui correspond à la partie de la demande qui était avant la crise financée par la hausse de l'endettement**. Lorsque la croissance du PIB redémarre, le PIB se situe donc à un niveau définitivement plus bas en raison de l'arrêt de la hausse du taux d'endettement (schéma 1).

Schéma 1
Profit du PIB avec stabilisation du niveau d'endettement



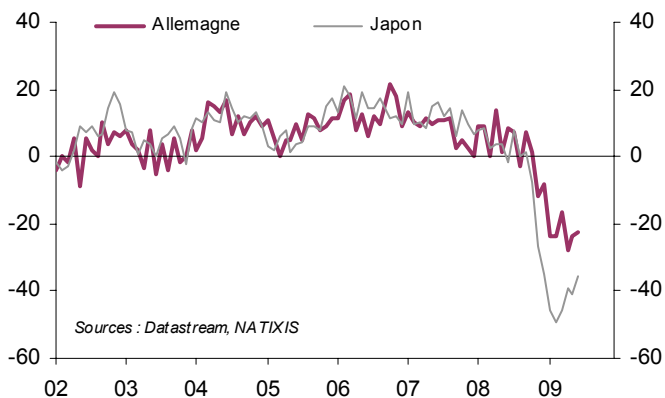
Si on suppose que la croissance tendancielle redevient normale en 2010, on peut évaluer la perte irréversible de niveau de PIB à 7 points aux Etats-Unis, 11 points dans la zone euro, 10 points au Royaume-Uni, 3 points au Japon (graphique 2).

Graphique 2
Niveau du PIB (volume, 100 en 2002 : 1)



Dans les pays où l'endettement ne jouait pas de rôle pour stimuler la demande avant la crise (Allemagne, Japon), le même phénomène apparaît en raison de la perte irréversible du niveau d'exportation (graphique 3) due à la perte de demande intérieure dans les pays où le crédit jouait ce rôle, donc au recul des importations dans ces pays.

Graphique 3
Exportations totales en valeur
(en monnaie nationale, GA en %)



Tous les pays de l'OCDE vont donc, pour nous, être affectés par une perte définitive de niveau de PIB. Nous nous intéressons aux conflits de répartition que cette perte va inévitablement entraîner.

Perte irréversible de niveau de PIB et conflits de répartition

S'il y a une perte irréversible de niveau de PIB, c'est-à-dire de niveau global de revenu, il y aura inévitablement des conflits entre des groupes d'agents économiques pour la répartition du revenu, c'est-à-dire pour éviter de perdre du revenu alors que le revenu global diminue.

On peut envisager des conflits entre :

- salariés protégés et salariés non protégés ;
- jeunes et vieux ;
- salariés et actionnaires.

N° 1 – Salariés protégés et salariés non protégés

En particulier dans les pays d'Europe continentale, **il existe une catégorie de salariés dont l'emploi est bien protégé (tableau 1)**, qui sont en général les salariés du secteur public et les salariés titulaires de contrats permanents (à durée indéterminée) ; **des salariés peu protégés**, titulaires de contrats temporaires ; les jeunes se trouvent souvent dans cette catégorie des salariés peu protégés (tableau 2).

Tableau 1
Indice de réglementation du marché du travail

Echelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation	Fin années 80	1990	1998	2003	2008
Etats-Unis	0,10	0,17	0,17	0,17	0,17
Royaume-Uni	0,80	0,95	0,95	1,12	1,12
Japon	-	1,87	1,87	1,87	1,87
Allemagne	2,80	2,58	2,68	2,68	3,00
Espagne	2,60	3,88	2,61	2,61	2,46
Italie	2,80	1,77	1,77	1,77	1,77
France	2,30	2,34	2,34	2,47	2,47

Source : OCDE perspective de l'emploi 2008

Tableau 2
Part de l'emploi temporaire dans l'emploi des jeunes (15-24 ans, en %)

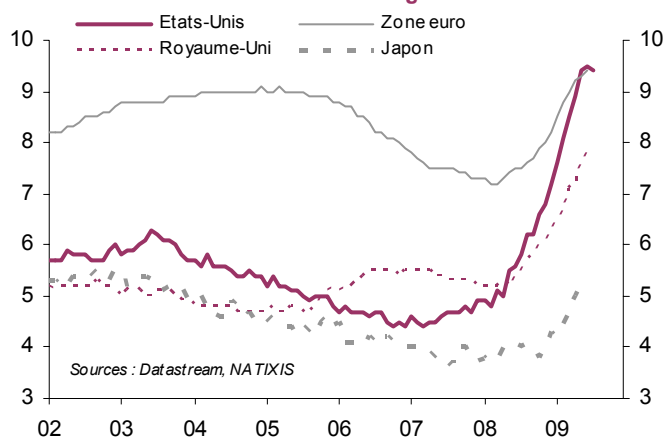
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Etats-Unis	8,1				8,1		
Royaume-Uni	12,0	11	11,0	11,1	11,9	12,5	11,2
Japon	26,8	27,2	27,8	27,9	26,8	26,4	26,0
France	48,5	47,2	47,5	47,8	47,7	49,1	50,7
Italie	27,3	25,6	34,4	36,5	40,3	42,6	44,7
Allemagne	51,4	53,0	55,5	56,9	56,6	56,4	55,3
Espagne	65,1	63,9	64,8	65,3	66,6	62,5	58,3

Source : OCDE

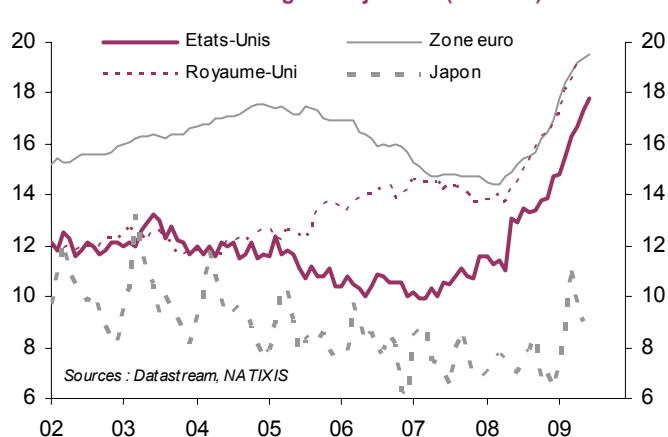
La perte de PIB se traduit spontanément par des pertes d'emplois concentrées sur les salariés peu protégés, ce qui se voit avec la hausse du chômage des jeunes (graphiques 4 a – b).

Au contraire, les salariés protégés connaissent une hausse plus faible du chômage (graphique 4 c) et ceux qui conservent leur emploi subissent à peine une baisse de salaire, en particulier aux Etats-Unis et dans la zone euro (graphique 4 d).

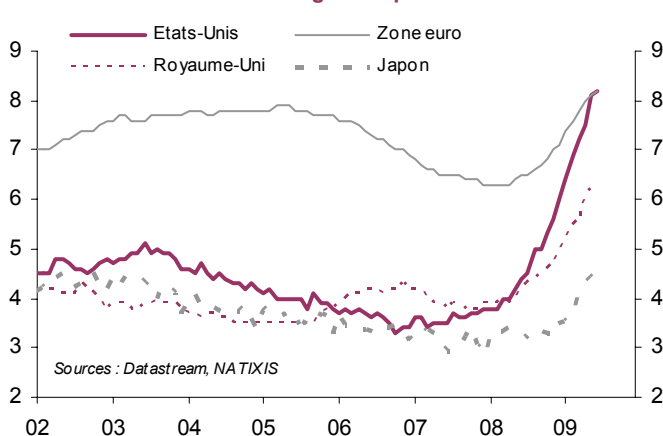
Graphique 4 a
Taux de chômage



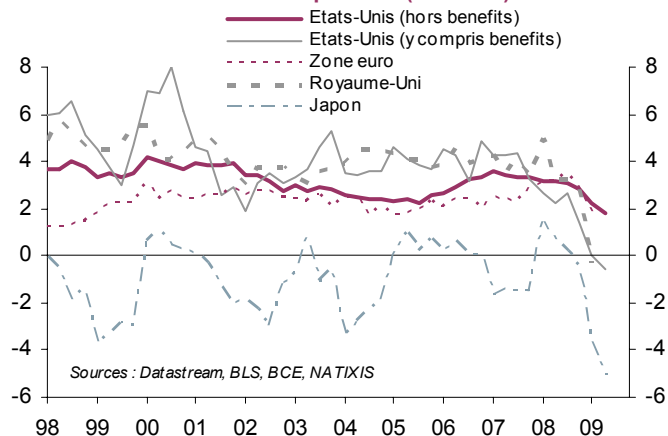
Graphique 4 b
Taux de chômage des jeunes (< 25ans)



Graphique 4 c
Taux de chômage des plus de 25ans



Graphique 4 d
Salaire nominal par tête (GA en %)

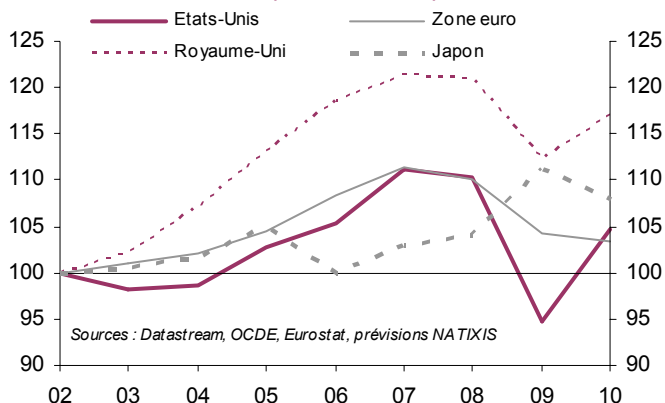


Cette inégalité de répartition des effets de la crise en fonction du caractère plus ou moins protégé de l'emploi peut évidemment provoquer un conflit (de répartition de la perte d'emplois, donc de revenu) entre les salariés protégés et les salariés mal protégés.

N° 2 – Jeunes et vieux

Le conflit entre jeunes et vieux peut d'abord résulter des différences entre les contrats de travail dont disposent en moyenne les jeunes et les vieux, nous venons de le voir. Il s'agit alors d'un conflit plutôt entre les moins de 25 ou 30 ans, et les plus de 25 ou 30 ans. Mais ce conflit peut aussi résulter des difficultés de financement de la protection sociale. La perte de PIB occasionne une perte de recettes fiscales (graphique 5) qui conduit aux déficits des régimes publics de santé, de retraite.

Graphique 5
Recettes fiscales réelles aux prix du PIB
(100 en 2002 : 1)



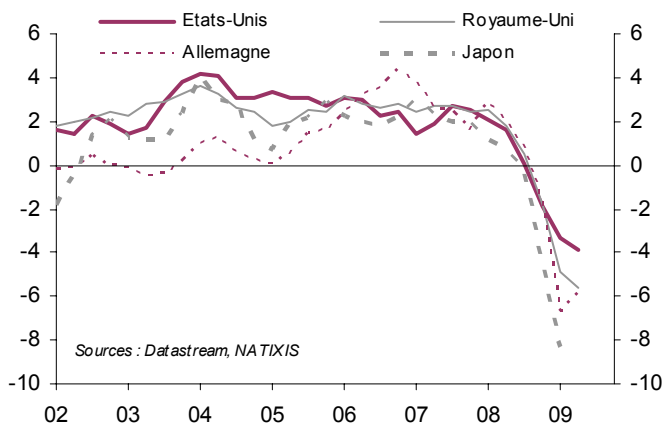
Le rééquilibrage des régimes publics de retraite par répartition peut se faire :

- soit par la hausse de la pression fiscale (au détriment des jeunes) ;
- soit en réduisant la générosité des régimes de retraite (au détriment des vieux, des salariés qui approchent de l'âge de la retraite).

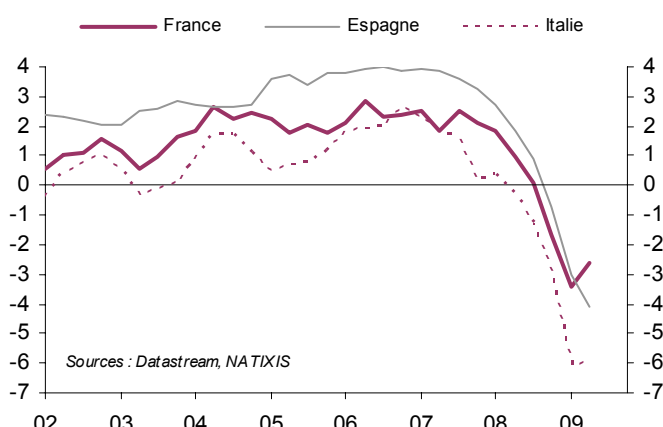
N° 3 – Salaires et profits

La perte de PIB (**graphiques 6 a – b**) doit bien sûr être répartie entre une perte de salaires et une perte de profits.

Graphique 6 a
Croissance du PIB (volume, GA en %)



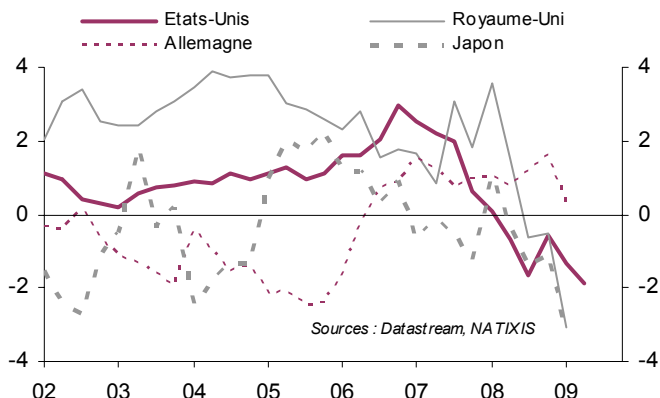
Graphique 6 b
Croissance du PIB (volume, GA en %)



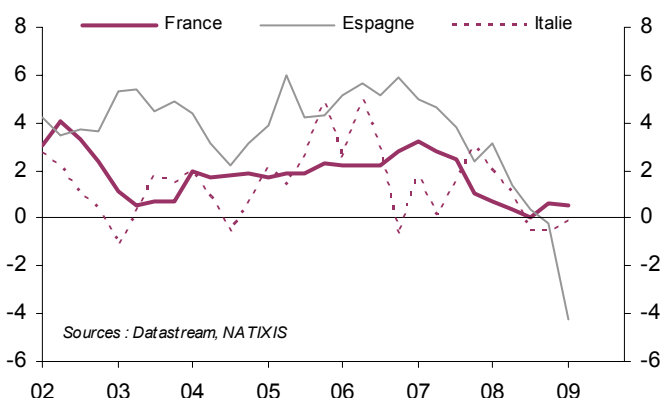
On observe aujourd'hui dans les différents pays :

- **une perte de salaires** surtout aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, en Espagne (**graphiques 7 a – b**) ;
- un recul de la profitabilité surtout au Japon, en Espagne, en Italie, en France (**graphiques 8 a – b**).

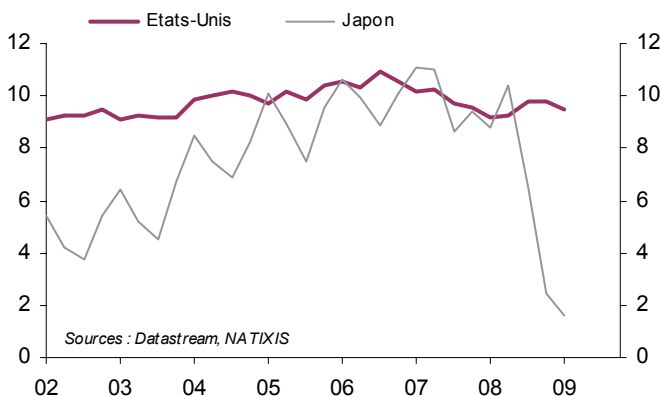
Graphique 7 a
Masse salariale réelle reçue par les ménages
(prix de consommation, GA en %)



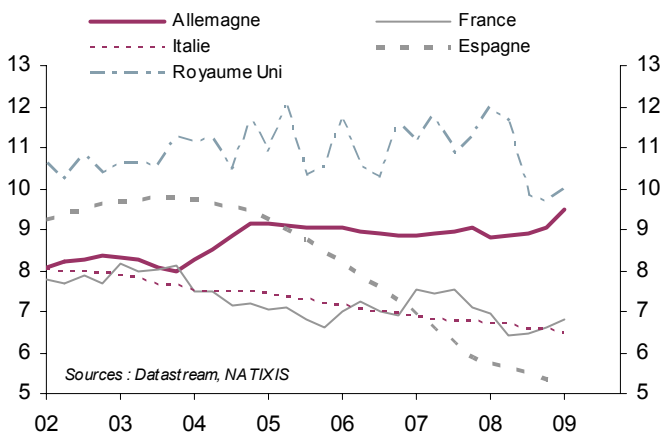
Graphique 7 b
Masse salariale réelle reçue par les ménages
(prix de consommation, GA en %)



Graphique 8 a
Taux de profits après impôts et intérêts
(% du PIB)

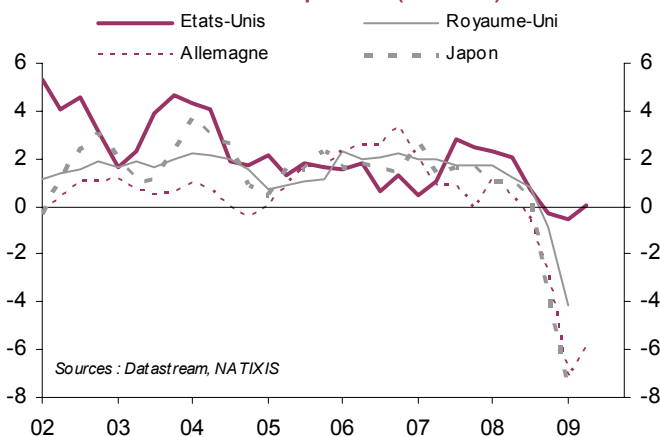


Graphique 8 b
Taux de profits nets (en % du PIB)

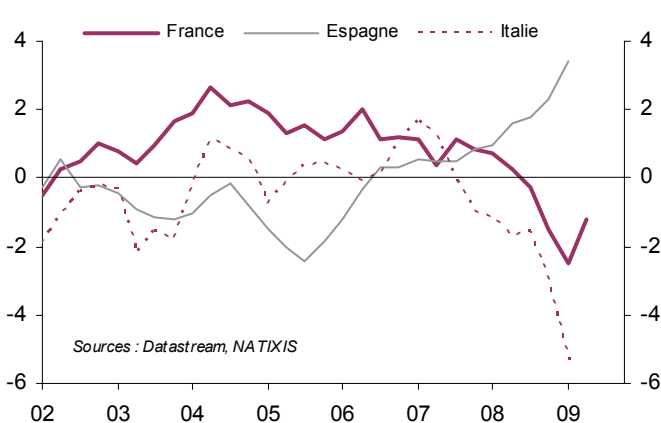


Le rapport de force étant plutôt, dans une période de chômage élevé, en faveur des entreprises, on peut penser que dans les pays où la profitabilité a beaucoup chuté avec un recul de la productivité (graphiques 9 a - b), dû au retard d'ajustement de l'emploi (Allemagne, Japon, Italie, France), il va maintenant y avoir rattrapage de la productivité, c'est-à-dire baisse forte de l'emploi et remontée de la part des profits dans le PIB.

Graphique 9 a
Productivité par tête (GA en %)



Graphique 9 b
Productivité par tête (GA en %)



Synthèse : une réaction inégale à la perte du niveau du PIB

Tous les grands pays de l'OCDE **vont perdre irréversiblement du niveau de PIB (de revenu) et il faut répartir cette perte de revenu entre les différents groupes d'agents économiques**, d'où les conflits inévitables entre ces groupes.

Probablement, la perte de revenu sera répartie de manière inégale :

- **elle affectera probablement finalement davantage les salariés que les titulaires des profits**, en raison de la faiblesse du pouvoir de négociation des salariés en période de chômage élevé ;
- **elle affectera davantage les salariés à contrats temporaires ou les jeunes que les salariés protégés** (c'est déjà le cas) ;
- le mécanisme du rééquilibrage des finances publiques aura aussi des effets redistributifs importants selon la manière dont il est opéré : hausse des impôts, baisse de la générosité des systèmes de retraite.